



Demande de

Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions

Permis de construire comprenant ou non des démolitions

1/18



N° 13409*07

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- Vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs,...).
 - Vous réalisez une nouvelle construction.
 - Vous effectuez des travaux sur une construction existante.
 - Votre projet comprend des démolitions.
 - Votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.
- Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- à l'Architecte des Bâtiments de France
- au Directeur du Parc National
- au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 - Identité du demandeur

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir du 2^{ème}, doit remplir la fiche complémentaire «Autres demandeurs». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier

Madame Monsieur

Nom : _____ Prénom : _____

Date et lieu de naissance

Date : _____ Commune : _____

Département : _____ Pays : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : CPDG _____ Raison sociale : _____

N° SIRET : 8 8 7 7 2 3 4 7 6 0 0 0 1 6 _____ Type de société (SA, SCI,...) : SASU

Représentant de la personne morale : Madame Monsieur

Nom : COUDRAY _____ Prénom : DAVID _____

2 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : LA COUR AUX GUILLERS _____ Localité : CHAMPROND-EN-PERCHET _____

Code postal : 2 8 4 0 0 _____ BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame Monsieur Personne morale

Nom : _____ Prénom : _____

OU raison sociale : _____

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si cette personne habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à

l'adresse suivante : _____ @ _____

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

3 - Le terrain

3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie :

Lieu-dit : La Cour aux Guillers Localité : CHAMPROND-EN-PERCHET

Code postal : 2 8 4 0 0 BP : Cedex :

Références cadastrales¹ : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 9)

Préfixe : 0 0 0 Section : B 1 Numéro : 5 9

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 24400

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
Le terrain est-il situé dans un lotissement ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>
Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ?	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>	Je ne sais pas <input type="checkbox"/>

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'auto-risation, les numéros et les dénominations :

4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction)

4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes)

Quel que soit le secteur de la commune

- Lotissement
- Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre
- Terrain de camping
- Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances
- Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés
- Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports
- Aménagement d'un golf
- Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
 - o Contenance (nombre d'unités) :
- Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :
 - o Superficie (en m²) :
 - o Profondeur (pour les affouillements) :
 - o Hauteur (pour les exhaussements) :

Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs

Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé¹ :

- Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchyliques, pastorales et forestières

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques¹ :

- Création d'une voie
- Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle¹ :

- Création d'un espace public

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) :

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

4.2 - À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés :

Surface de plancher maximale envisagée (en m²) :

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
- Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
- La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux de finition différés ? Oui Non

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

Consignation en compte bloqué ou Garantie financière d'achèvement des travaux

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ? Oui Non

4.3 - À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs :

Nombre maximal de personnes accueillies :

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL :

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m²) :

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ? Oui Non

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

5 - À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

5.1 - Architecte

Vous avez eu recours à un architecte : Oui Non

Si oui, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et lui faire apposer son cachet

Nom de l'architecte : MP AGENCE D'ARCHITECTURE Prénom :

Numéro : 9 Voie : AVENUE GEORGES DESNOS

Lieu-dit : Localité : LA FERTE BERNARD

Code postal : 7 2 4 0 0 BP : Cedex :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : S13209

Conseil Régional de : PAYS DE LOIRE

Téléphone : 0 2 4 3 7 1 0 3 5 1 ou Télécopie : ou

Adresse électronique : contact @ agencemp.fr

En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Signature de l'architecte :



Cachet



M.P. ARCHITECTURE

S.A.R.L. au capital de 50 000 €
9 avenue Georges Desnos
72400 La Ferté Bernard
02 43 71 03 51
marchandpitois@gmail.com
www.architecture-decoration.com
RCS 511 541 377 Le Mans - ONA S13209
Siret 511 541 377 000 46-TVA FR 44 511 541 377

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous² :
 Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

5.2 - Nature du projet envisagé

- Nouvelle construction
 Travaux sur construction existante

 Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

2 POULLAILLERS ET UN SAS

BARDAGE TOLE ASPECT BOIS EN PIGNON OUEST
BARDAGE PANNEAUX SANDWICH GRIS BEIGE RAL1019
COUVERTURE FIBRO GRIS

1 HANGAR DE STOCKAGE ET MATERIEL

BARDAGE TOLE GRIS BEIGE RAL1019
COUVERTURE TOLE TEINTE ARDOISE RAL5008

1 HANGAR STATION DE COMPOSTAGE, LOCAL TECHNIQUE, EQUARRISSAGE

MUR BETON BANCHE HT.4.00M
BARDAGE TOLE TEINTE GRIS BEIGE RAL1019
COUVERTURE FIBRO GRIS

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : 135 kVA

² Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150m² de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

5.3 - Informations complémentaires

• Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :

• Répartition du nombre total de logement créés par type de financement :

Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro

Autres financements :

• Mode d'utilisation principale des logements :

Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) Vente Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser : Piscine Garage Véranda Abri de jardin

Autres annexes à l'habitation :

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

Résidence pour personnes âgées Résidence pour étudiants Résidence de tourisme

Résidence hôtelière à vocation sociale Résidence sociale Résidence pour personnes handicapées

Autres, précisez :

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :

1 pièce 2 pièces 3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus

• Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

Extension Surélévation Création de niveaux supplémentaires

• Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt

collectif : Transport Enseignement et recherche Action sociale

Ouvrage spécial Santé Culture et loisir

5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

.....

5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).

surfaces de plancher³ en m²

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁴ (B)	Surface créée par changement de destination ⁵ (C)	Surface supprimée ⁶ (D)	Surface supprimée par changement de destination ⁵ (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ⁷						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m ²)						

³ Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

⁴ Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

⁵ Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtels ou la transformation d'une habitation en commerce.

⁶ Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

⁷ L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96 603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

5.6 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5).

Destinations ⁴	Sous-destinations ⁵	Surface de plancher ³ en m ²					Surface totale= (A)+(B)+(C)- (D)-(E)
		Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁶ (B)	Surface créée par changement de destination ⁷ ou de sous-destination ⁸ (C)	Surface supprimée ⁹ (D)	Surface supprimée par changement de destination ⁷ ou de sous-destination ⁸ (E)	
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole		4288				4288
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Hébergement hôtelier et touristique						
	Cinéma						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissement d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m²)			4288				4288

3 - Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 - Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme

5 - Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme

6 - Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre)

7 - Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation

8 - Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles

9 - Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

5.7 - Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : Après réalisation du projet :

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse(s) des aires de stationnement :

Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement : m², dont surface bâtie : m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) :**6 - À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions**

Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

- Démolition totale
 Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logement démolis : **7 - Participation pour voirie et réseaux**

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur

Madame Monsieur Personne morale

Nom : Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

8- Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)
- porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement
- fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)
- porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement
- déroge à certaines règles de construction et met en oeuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation
- relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants : (informations complémentaires)

- se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- se situe dans les abords d'un monument historique

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.⁸

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

À CHAMPROND-EN-PERCHET

Le : 07/12/2020



Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour permettre l'utilisation des informations nominatives comprises dans ce formulaire à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

⁸ Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Pour un permis d'aménager un lotissement :

En application de l'article L.441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) de la ou des personnes sollicitées :

Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) de la ou des personnes sollicitées :

Information à remplir par le professionnel sollicité:

Vous êtes un : architecte paysagiste-concepteur

Nom : MP AGENCE D'ARCHITECTURE Prénom : _____

Numéro : 9 Voie : AVENUE GEORGES DESNOS

Lieu-dit : _____ Localité : LA FERTE-BERNARD

Code postal : 7 2 4 0 0 BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : 0 2 4 3 7 1 0 3 5 1

Adresse électronique : _____ contact @ agencemp.fr

Pour les architectes uniquement :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : S13209

Conseil régional de : PAYS DE LOIRE

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : 0 0 0 Section : B 1 Numéro : 1 5 3

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 10556

Préfixe : Section : B 1 Numéro : 5 4

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 11415

Préfixe : Section : B 1 Numéro : 6 1

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 765

Préfixe : Section : B 1 Numéro : 6 2

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 230

Préfixe : Section : B 1 Numéro : 6 3

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 30

Préfixe : Section : B 1 Numéro : 3 3 8

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 547

Préfixe : Section : B 1 Numéro : 1 5 2

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 9534

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²) :

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée

Vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national,...)¹ ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [art. L.111-4-1 du code de la construction et de l'habitation]. Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

¹ Se renseigner auprès de la mairie

² Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager

Si votre projet se situe dans un coeur de parc national :

<input type="checkbox"/> PC10-2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :

<input type="checkbox"/> PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :

<input type="checkbox"/> PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:

<input type="checkbox"/> PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :

<input type="checkbox"/> PC12. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :

<input type="checkbox"/> PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet nécessite un agrément :

<input type="checkbox"/> PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :

<input type="checkbox"/> PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :

<input type="checkbox"/> PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique :

<input type="checkbox"/> PC 16-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie, prévu par les articles R. 111-20-1 et R. 111-20-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :

<input type="checkbox"/> PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement

<input type="checkbox"/> PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet fait l'objet d'une concertation :

<input type="checkbox"/> PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé:

<input type="checkbox"/> PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :

<input type="checkbox"/> PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en oeuvre une solution d'effet équivalent :

<input type="checkbox"/> PC 16-7. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en oeuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :

<input type="checkbox"/> PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :

<input type="checkbox"/> PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800m² de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :

<input type="checkbox"/> PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logement sociaux :

<input type="checkbox"/> PC18. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC19. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC20. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC21. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou des règles de gabarit en cas de PLU, justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :

<input type="checkbox"/> PC22. Un document prévu par l'article R. 111-21 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier 1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	

Si votre projet nécessite un défrichement :

<input type="checkbox"/> PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :

<input checked="" type="checkbox"/> PC25. Une justification du dépôt de la demande d'enregistrement ou de déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet nécessite un permis de démolir :

<input type="checkbox"/> PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU, si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet se situe dans un lotissement :

<input type="checkbox"/> PC28. Certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1er al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29. Certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :

<input type="checkbox"/> PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :

<input type="checkbox"/> PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :

<input type="checkbox"/> PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :

<input type="checkbox"/> PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si le projet est soumis à la redevance bureaux :

<input type="checkbox"/> PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :

<input type="checkbox"/> PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :

<input type="checkbox"/> PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :

<input type="checkbox"/> PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :

<input type="checkbox"/> PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
---	---------------

Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :

<input type="checkbox"/> PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu aux articles R. 111-19-17 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
---	-------------------------------------

<input type="checkbox"/> PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 111-19-17 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
--	-------------------------------------

Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

<input type="checkbox"/> PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 111-4-1 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :

<input type="checkbox"/> PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 111-1-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :

<input type="checkbox"/> PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

<input type="checkbox"/> PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

<input type="checkbox"/> PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :

<input type="checkbox"/> PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :

<input type="checkbox"/> PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.111-6-1-3 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
--	---



Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour les demandes de permis de construire et permis d'aménager

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA

Dpt

Commune

Année

N° de dossier

1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être **obligatoirement renseignées**, quelle que soit la nature de la construction

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) : 4288 m²
 Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement : 0,00 m²
 Surface taxable démolie de la (ou des) construction(s) : 0,00 m²

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)	0		
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)			
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro (PTZ) (5)			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)			
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)		0		
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé			
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés			
Nombre total de logements créés		0		

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert.

Pour la réalisation de ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (4)(5)(6) ?

Oui Non Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante ? m² Quel est le nombre de logements existants ?

Quelle est la surface taxable démolie ? m²

1.2.3 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

	Nombre créé	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Nombre de commerces de détail dont la surface de vente est inférieure à 400 m ² (9)			
Total des surfaces créées, y compris les surfaces annexes			
Locaux industriels et artisanaux ainsi que leurs annexes			
Maisons de santé mentionnées à l'article L. 6323-3 du code de la santé publique			
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public (10)			

Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (11)	4 288,00	0,00
Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)		
	Surfaces créées	
Parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale (12)		

1.3 – Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) :

Superficie du bassin intérieur ou extérieur de la piscine : m².

Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs :

Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs :

Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m :

Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol : m².

1.4 – Redevance d'archéologie préventive :

Votre projet fait-il l'objet d'un (ou de) terrassement(s) ?

Oui Non

1.5 – Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ?

Oui Non

La construction projetée concerne t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ?

Oui Non

2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)

Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de la commune où vous construisez.

Si oui, la superficie de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal de densité (15) ? Oui Non

Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de densité, indiquez ici :

La superficie de votre unité foncière : m².

La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) : m².

La valeur du m² de terrain nu et libre : €/m².

Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m²) (17) : m².

Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa date :

3 - Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si votre terrain est un lot de lotissement :	
<input type="checkbox"/> F1. Le certificat fourni par le lotisseur [Art. R. 442-11 2 ^e alinéa du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal :	
<input type="checkbox"/> F2. Le rescrit fiscal [article R. 331-23 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal relatif à la taxe d'aménagement ou à la redevance d'archéologie préventive	
<input type="checkbox"/> F3. Le rescrit fiscal [R. 331-11-1 du code de l'urbanisme et/ou R. 524-11 du code du patrimoine]	1 exemplaire par dossier

4 - Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si vous pensez bénéficier d'une exonération prévue à l'article L. 331-7 1° du code de l'urbanisme, selon les cas :	
<input type="checkbox"/> F4. Le statut de l'établissement public (à caractère industriel et commercial ou administratif)	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F5. Les statuts de l'association et le justificatif de la gestion désintéressée au sens de l'article 206 1 bis 1er alinéa du code général des impôts	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F6. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F7. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F8. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F9. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine (19) :	
<input type="checkbox"/> F10. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 ^{er} août 2003	1 exemplaire par dossier

5 - Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro, si la collectivité a délibéré l'exonération facultative correspondante) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Si à échéance de vos taxes vous n'habitez plus à l'adresse figurant sur la demande d'autorisation, merci de renseigner l'adresse d'envoi des titres de perception

Nouvelle adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : BP : Cedex :

Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Date 07/12/2020

Nom et Signature du déclarant COUDRAY





agence d'architecture



AGENCE D'ARCHITECTURE SARL MARCHAND PITOIS

Capital de 50 000 €

9 Avenue Georges Desnos

72400 LA FERTE BERNARD

02 43 71 03 51

contact@agencemp.fr / www.agencemp.fr

Siret 511 541 377 000 46 - RCS LE MANS 511 541 377 - TVA FR 44 511 431 377 - ONA S13209

CPDG

La Cour aux Guillers

28400 CHAMPROND-EN-PERCHET

CONSTRUCTION DE
2 POULAILLIERS ET 1 SAS
1 HANGAR DE STOCKAGE
FOURRAGE ET MATERIEL
1 HANGAR STATION DE COMPOSTAGE,
LOCAL TECHNIQUE ET EQUARRISSAGE

"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND-EN-PERCHET

P

Permis de

C

Construire

N° Dossier : 20/6224

Dessinateur : JBB

VERSION 1 : 02/12/2020

PCMI 1 - Plan de situation / Cadastre	échelle : 1/5000, 1/2000
PCMI 2 - Plan de masse	échelle : 1/1000
PCMI 3 - Coupes	échelle : 1/1000
PCMI 4 - Notice	
PCMI 5 - Plans / Façades	échelle : 1/300
PCMI 6 - Insertion paysagère	
PCMI 7 et 8 - Photographies	

Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

N°1

**AFFAIRE : Construction de 4 bâtiments agricole , modification du pignon Ouest du
poulailler existant**

"La Cour aux Guillers " Champrond en Perchet

NOTICE PAYSAGERE DU PROJET PC 4

Projet

La SASU CPDG représentée par Mr David COUDRAY désire construire 4 bâtiments agricole (2 poulaillers avec sas , 1 hangar de stockage fourrage et matériel , 1 hangar à usage de station de compostage avec local technique et un local d'équarrissage) et modifier le bardage du poulailler existant au lieu dit « La Cour aux Guillers» sur la commune de Champrond en Perchet,

Le Lieu

Le projet se situe en zone agricole , au siège d'exploitation sur les parcelles référencées B01 n°54 , 59 , 153 à 1 Km au Nord-Ouest du bourg de Champrond en Perchet, accès par la D 368 , dans un environnement de cultures , de prairies , de bois et de chemins délimités par des haies .

L'implantation

L'implantation des 2 poulaillers et du hangar de stockage se fera séparée à 20,00 mètres parallèle au poulailler existant , séparée à 30,00 mètres et 35,00 mètres de la voie communale à l'Ouest . L'implantation de la station de compostage se fera séparée à 32,00 mètres perpendiculaire au hangar de stockage et 35,00 mètres de la voie communale , à plus de 100,00 mètres d'une ancienne chapelle en ruine au Sud . La limite séparative Est à 30,00 du futur poulailler , la limite Sud à 47,00 mètres du local équarrissage , Il n'y a pas de tiers dans un rayon de 100,00 mètres . Le terrain en pente du Nord-Est vers le Sud-Ouest nécessite du terrassement sous forme de déblai remblai .

Les Constructions

PROJET 1 : Les 2 poulaillers et le sas

- Longueurs : 2 X 100,76 mètres et 12,60 mètres
- Largeurs : 2 X 20,00 mètres et 7,00 mètres
- Hauteurs aux faîtages : 2 X 6,95 mètres et 4,15 mètres
- Bardage des pignons Ouest ainsi que celui du poulailler actuel : Tôle aspect bois , menuiseries PVC blanc , portes et finitions tôle brun lauze RAL7006 . Les longs pans et pignons Est , poteaux métalliques rouge brun , bardage panneaux sandwich gris beige RAL1019 au dessus d'une longrine hauteur 0,60 m.
- Couverture fibro gris identique aux bâtiments de l'exploitation , pente 30% .

PROJET 2 : Le hangar de stockage fourrage et matériel

- Longueur : 72,00 mètres
- Largeur : 20,00 mètres
- Hauteur au faîtage : 9,10 mètres
- Bardage panneaux sandwich gris beige RAL1019 .
- Couverture tôle bac acier teinte ardoise pente 21%.

PROJET 3 : Station de compostage , local technique et local équarrissage

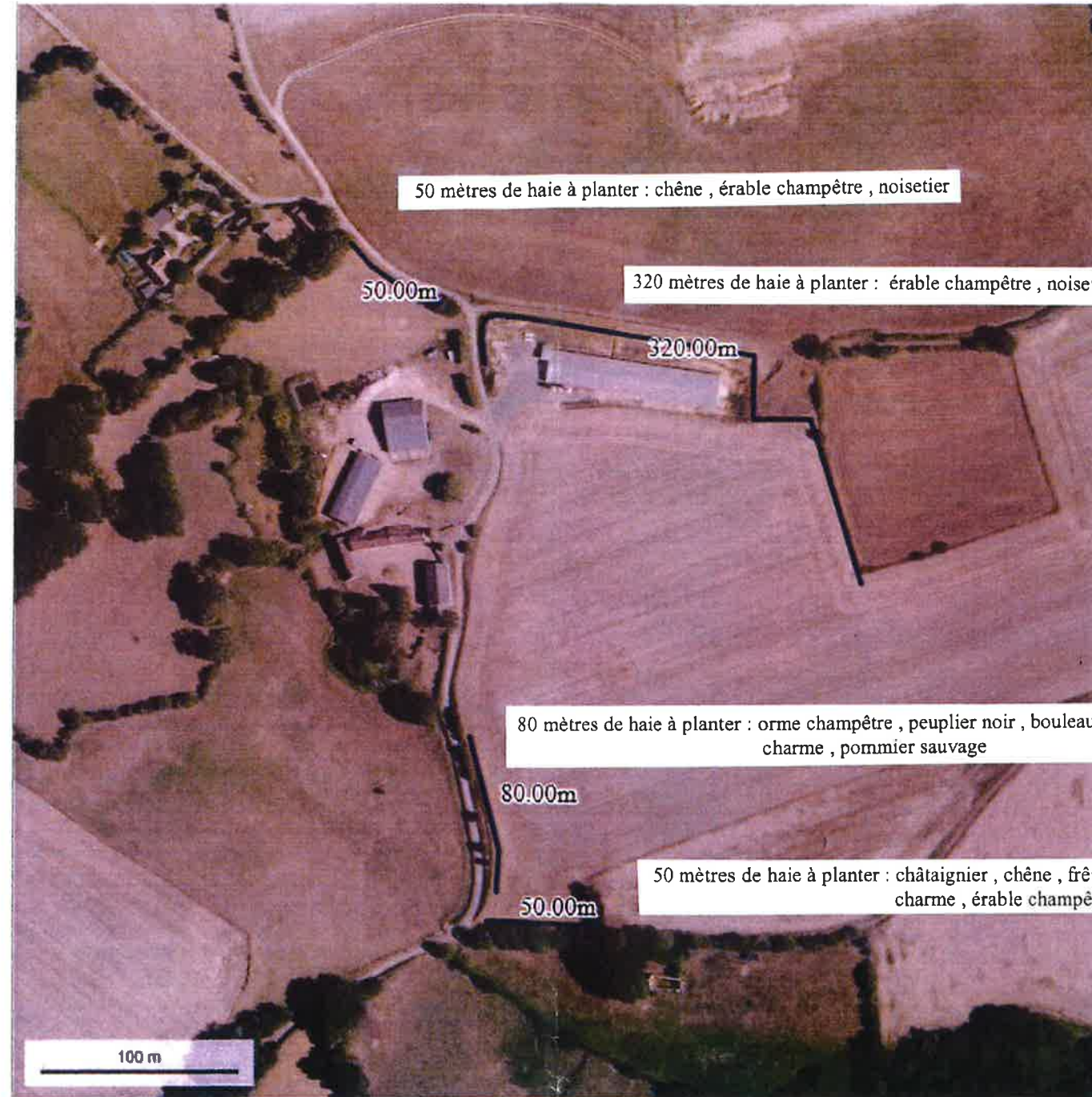
- Longueur : 54,00 mètres et 2 X 6,20 mètres
- Largeur : 20,00 mètres et 2 X 4,00 mètres
- Hauteur au faîtage : 9,60 mètres
- Bardage panneaux sandwich gris beige RAL1019 au dessus d'un mur béton banché hauteur 4,00m
- Couverture fibro gris pente 26%.
- Menuiseries PVC blanc

L'environnement

Un accès au site et un chemin carrossable seront créés pour desservir les bâtiments les silos , l'alimentation en gaz ainsi que le bassin de rétention des EP 240M3 , ils permettront un sens de circulation et de sécurité . Du domaine public , les haies d'essences locale plantées sur talus le long du chemin rural et de la voie communale minimiseront l'impact visuel au Sud , un haie plantée également le long du chemin rural au Nord masquera partiellement le bâti des tiers situés à plus de 150,00 mètres au Nord . Les réseaux AEP et électrique alimentent l'exploitation .



M.P. ARCHITECTURE
S.A.R.L. au capital de 50 000 €
9 avenue Georges Desnos
72400 La Ferté Bernard
02 43 71 03 51
marchandpitois@gmail.com
www.architecture-decoration.com
RCS 511 541 377 Le Mans - ONA S13209
Siret 511 541 377 000 46-TVA FR 44 511 541 377



50 mètres de haie à planter : chêne , érable champêtre , noisetier

320 mètres de haie à planter : érable champêtre , noisetier , saule , bouleau , sorbier des oiseleurs ,

80 mètres de haie à planter : orme champêtre , peuplier noir , bouleau , alisier , érable champêtre
charme , pommier sauvage

50 mètres de haie à planter : châtaignier , chêne , frêne , hêtre merisier en hauts jets
charme , érable champêtre , alisier , bouleau , bourdaine , noisetier

Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

mp AGENCE D'ARCHITECTURE
SARL MARCHAND PITOIS
Capitale de 50 000 €
9 Avenue Georges Desnos
72400 LA FERTE BERNARD
02 43 71 03 51
contact@agencepitoy.fr - www.agencepitoy.fr
N° 011 81 37 88 81 - N° 011 81 37 88 81 - N° 011 81 37 88 81

Document graphique

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	30/04/2021	1/5000	20/6224	PC6

4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulailiers . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET



AVANT TRAVAUX



APRES TRAVAUX

Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

mp
 agence d'architecture
**AGENCE D'ARCHITECTURE
 SARL MARCHAND PITOIS**
 3 Avenue Georges Desnos
 72400 LA FERTE BERNARD
 02 43 71 03 51
 contact@agence-mp.fr www.agence-mp.fr

Document graphique

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	30/04/2021	1/5000	20/6224	PC6

4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulaillers . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
 1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET

mp

agence d'architecture



**AGENCE D'ARCHITECTURE
SARL MARCHAND PITOIS**

Capital de 50 000 €

9 Avenue Georges Desnos

72400 LA FERTE BERNARD

02 43 71 03 51

contact@agencemp.fr / www.agencemp.fr

Siret 511 541 377 000 46 - RCS LE MANS 511 541 377 - TVA FR 44 511 431 377 - ONA S13209

CPDG

La Cour aux Guillers
28400 CHAMPROND-EN-PERCHET

CONSTRUCTION DE
2 POULAILLIERS ET 1 SAS
1 HANGAR DE STOCKAGE
FOURRAGE ET MATERIEL
1 HANGAR STATION DE COMPOSTAGE,
LOCAL TECHNIQUE ET EQUARRISSAGE

"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND-EN-PERCHET

P
Permis de

C
Construire

N° Dossier : 20/6224

Dessinateur : JBB

VERSION 1 : 02/12/2020

PCMI 1 - Plan de situation / Cadastre
PCMI 2 - Plan de masse
PCMI 3 - Coupes
PCMI 4 - Notice
PCMI 5 - Plans / Façades
PCMI 6 - Insertion paysagère
PCMI 7 et 8 - Photographies

échelle : 1/5000, 1/2000
échelle : 1/1000
échelle : 1/1000
échelle : 1/300

Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

N°1

PROJET 2 : Le hangar de stockage fourrage et matériel

- Longueur : 72,00 mètres
- Largeur : 20,00 mètres
- Hauteur au faitage : 9,10 mètres
- Bardage panneaux sandwich gris beige RAL1019 .
- Couverture tôle bac acier teinte ardoise pente 21%.

PROJET 3 : Station de compostage , local technique et local équarrissage

- Longueur : 54,00 mètres et 2 X 6,20 mètres
- Largeur : 20,00 mètres et 2 X 4,00 mètres
- Hauteur au faitage : 9,60 mètres
- Bardage panneaux sandwich gris beige RAL1019 au dessus d'un mur béton banché hauteur 4,00m
- Couverture fibro gris pente 26%.
- Menuiseries PVC blanc

L'environnement

Un accès au site et un chemin carrossable seront créés pour desservir les bâtiments les silos , l'alimentation en gaz ainsi que le bassin de rétention des EP 240M3 , ils permettront un sens de circulation et de sécurité . Du domaine public , les haies d'essences locale plantées sur talus le long du chemin rural et de la voie communale minimiseront l'impact visuel au Sud , un haie plantée également le long du chemin rural au Nord masquera partiellement le bâti des tiers situés à plus de 150,00 mètres au Nord . Les réseaux AEP et électrique alimentent l'exploitation .



SASU CPDG
La Cour aux Guillers
28400 CHAMPROND EN PERCHET

AFFAIRE : Construction de 4 bâtiments agricole , modification du pignon Ouest du poulailler existant

"La Cour aux Guillers "

Champrond en Perchet

NOTICE PAYSAGERE DU PROJET PC 4

Projet

La SASU CPDG représentée par Mr David COUDRAY désire construire 4 bâtiments agricole (2 poulaillers avec sas , 1 hangar de stockage fourrage et matériel , 1 hangar à usage de station de compostage avec local technique et un local d'équarrissage) et modifier le bardage du poulailler existant au lieu dit « La Cour aux Guillers» sur la commune de Champrond en Perchet,

Le Lieu

Le projet se situe en zone agricole , au siège d'exploitation sur les parcelles référencées B01 n°54 , 59 , 153 à 1 Km au Nord-Ouest du bourg de Champrond en Perchet, accès par la D 368 , dans un environnement de cultures , de prairies , de bois et de chemins délimités par des haies .

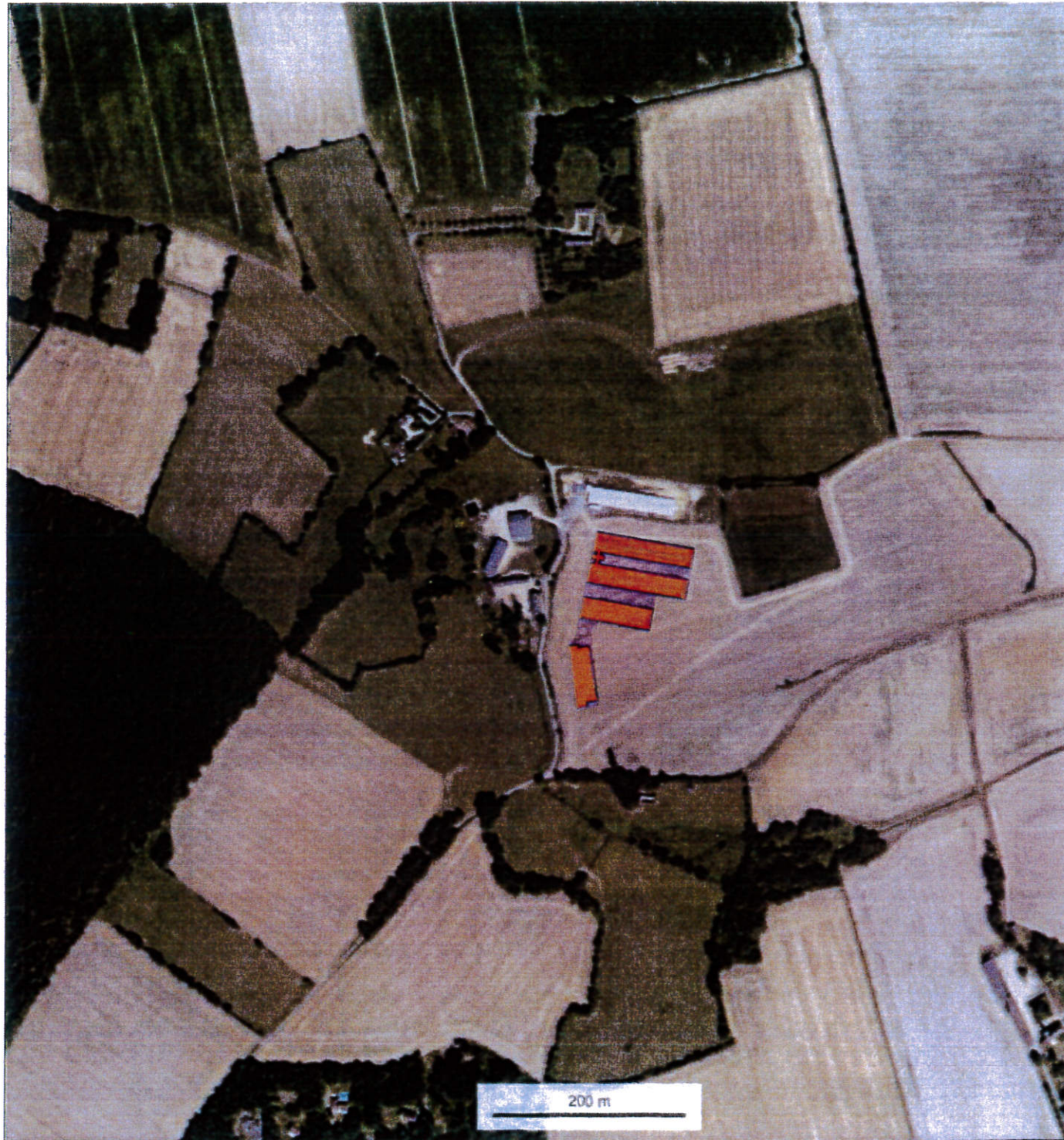
L'implantation

L'implantation des 2 poulaillers et du hangar de stockage se fera séparée à 20,00 mètres parallèle au poulailler existant , séparée à 30,00 mètres et 35,00 mètres de la voie communale à l'Ouest . L'implantation de la station de compostage se fera séparée à 32,00 mètres perpendiculaire au hangar de stockage et 35,00 mètres de la voie communale , à plus de 100,00 mètres d'une ancienne chapelle en ruine au Sud . La limite séparative Est à 30,00 du futur poulailler , la limite Sud à 47,00 mètres du local équarrissage , Il n'y a pas de tiers dans un rayon de 100,00 mètres . Le terrain en pente du Nord-Est vers le Sud-Ouest nécessite du terrassement sous forme de déblai remblai .

Les Constructions

PROJET 1 : Les 2 poulaillers et le sas

- Longueurs : 2 X 100,76 mètres et 12,60 mètres
- Largeurs : 2 X 20,00 mètres et 7,00 mètres
- Hauteurs aux faitages : 2 X 6,95 mètres et 4,15 mètres
- Bardage des pignons Ouest ainsi que celui du poulailler actuel : Tôle aspect bois , menuiseries PVC blanc , portes et finitions tôle brun lauze RAL7006 . Les longs pans et pignons Est , poteaux métalliques rouge brun , bardage panneaux sandwich gris beige RAL1019 au dessus d'une longrine hauteur 0,60 m.
- Couverture fibro gris identique aux bâtiments de l'exploitation , pente 30% .



Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

mp AGENCE D'ARCHITECTURE
SARL MARCHAND PITOIS
Canton de St Omer
6 Avenue Georges Desaix
72400 LA FERTE BERNARD
02 43 71 03 51
contact@agencemp.fr | www.agencemp.fr
Reçu N° 147 27 01 01 001 12 000 11 01 27 146 14 01 01 27 000 12027

SITUATION

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	02/12/2020	1/5000	20/6224	PC5

4 BATIMENTS AGRICOLE
2 Poulailleurs . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET

Département :
EURE-ET-LOIR

Commune :
CHAMPROND EN PERCHET

Section : B
Feuille : 000 B 01

Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/5000

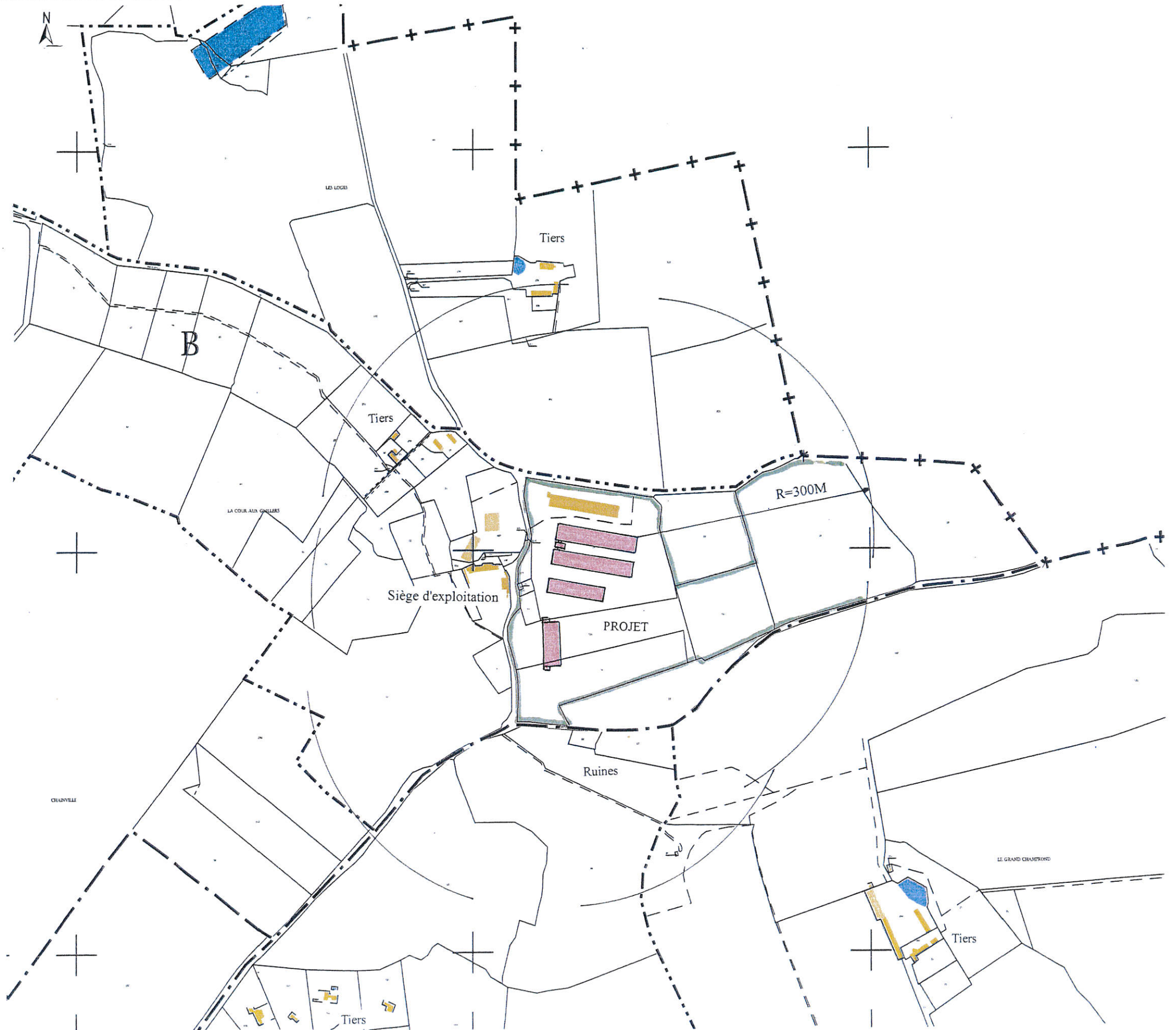
Date d'édition : 15/10/2020
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF EURE ET LOIR
5 Place de la République 28019
28019 CHARTRES Cedex
tél. 02.37.18.70.83 -fax
sdif.eure-et-loir@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics



Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

SITUATION

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	02/12/2020	1/5000	20/6224	PC5

4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulaillers . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET

Département :
EURE-ET-LOIR

Commune :
CHAMPROND EN PERCHET

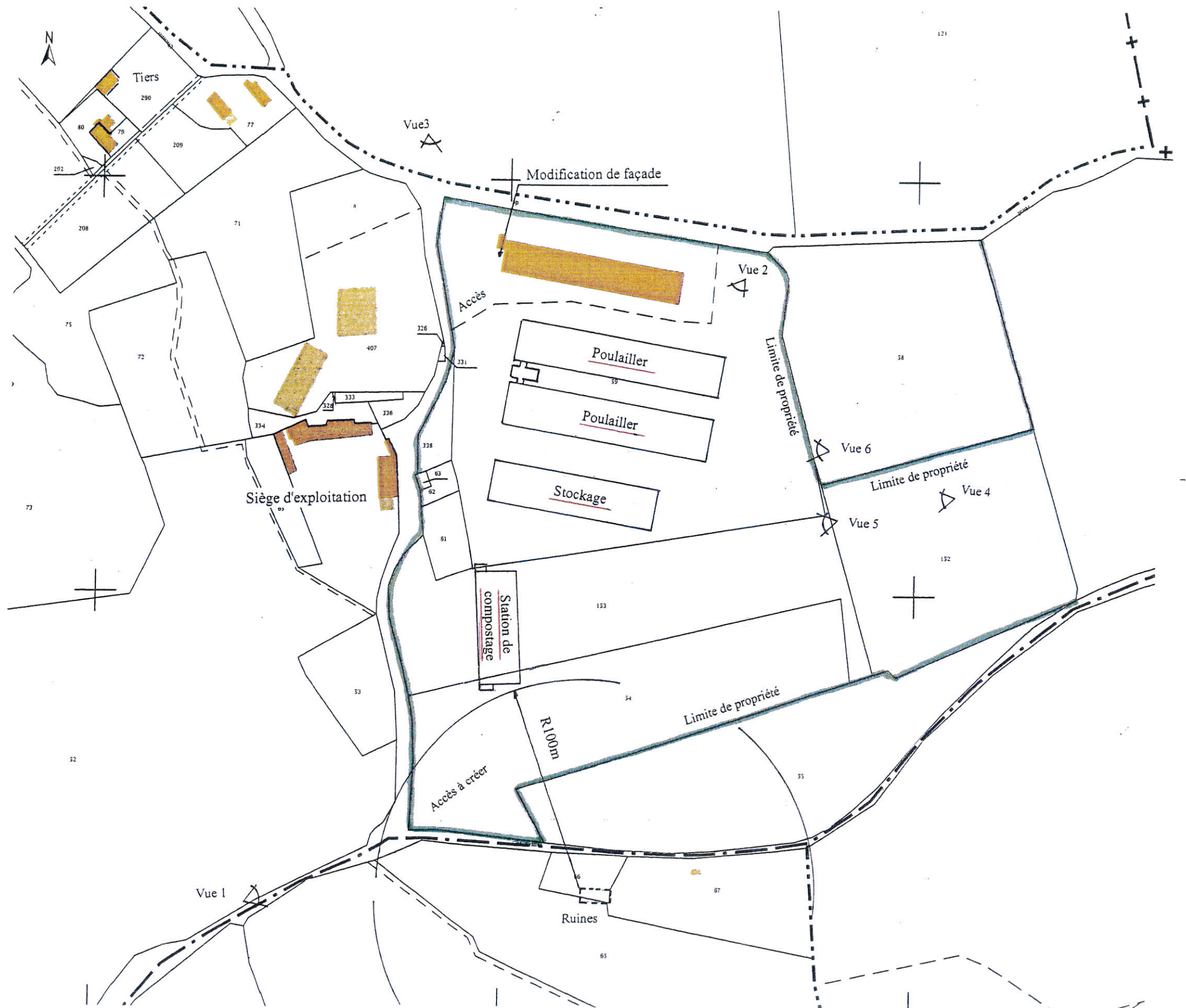
Section : B
Feuille : 000 B 01

Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 04/11/2020
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48

Section B01 : Parcelles n° superficie
 n° 59 superficie 24400m2
 n° 153 superficie 10556m2
 n° 54 superficie 11415m2
 n° 61 superficie 765m2
 n° 62 superficie 230m2
 n° 63 superficie 30m2
 n° 338 superficie 547m2
 n° 152 superficie 9534m2



Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.



AGENCE D'ARCHITECTURE
SARL MARCHAND PITOIS
Capital de 60 000 €
5 Avenue Georges Desnos
72400 LA FERTE BERNARD
02 43 71 03 51
contact@agencemp.fr | www.agencemp.fr
Rég. Min. 541 37 00 01 - RCS L.F. 8440 511 541 371 - TVA Intr. n° 211 371 000 01220

SITUATION

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	02/12/2020	1 2000	20/6224	PC5

4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulaillers . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET



Département :
EURE-ET-LOIR

Commune
CHAMPROND EN PERCHET

Section : B
Feuille : 000 B 01

Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 30/07/2020
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

- n° 59 superficie 24400m²
- n° 153 superficie 10556m²
- n° 54 superficie 11415m²
- n° 61 superficie 765m²
- n° 62 superficie 230m²
- n° 63 superficie 30m²
- n° 338 superficie 547m²
- n° 152 superficie 9534m²

Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

mp AGENCE D'ARCHITECTURE
SARL MARCHAND PITOIS
Gérant de M. PITOIS

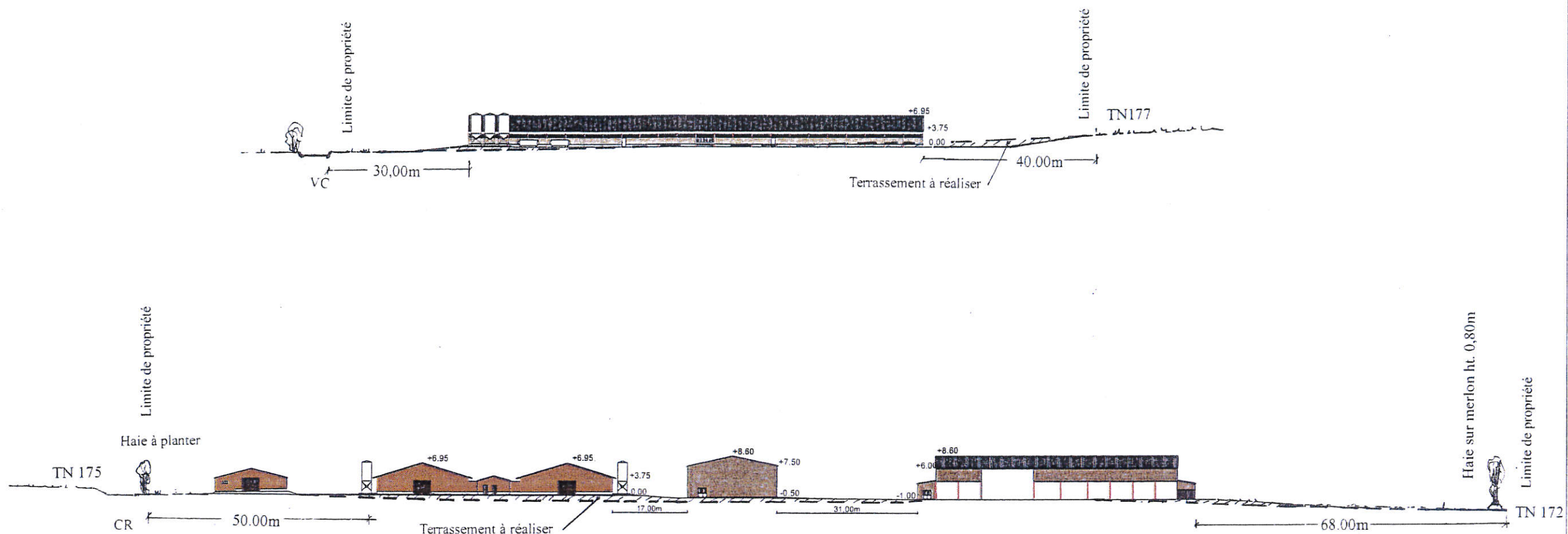
9 Avenue Georges Deenot
72400 LA FERTE BERNARD
02 43 71 03 51
contact@agencemp.fr www.agencemp.fr

Plan de masse				
PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	02/12/2020	1/1000	20/6224	PC2

4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulaillers . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET



Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

Handwritten signature

Plan coupes transversales

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°.
PC	02/12/2020	1/1000	20/6224	PC2

4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulailiers . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET



Vue 1



Vue 2



Vue 3



Vue 4



Vue 5



Vue 6

Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à obtenir des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

Handwritten signature

mp

agence d'architecture

AGENCE D'ARCHITECTURE
SARL MARCHAND PITOIS
Capital de 20 000 €
1 Avenue Georges Desnos
72400 LA FERTE BERNARD
02 43 71 03 51
contact@agencemp.fr www.agencemp.fr
Siret 721 84 37 89 41 RCS LA FERTE BERNARD 721 84 37 89 41

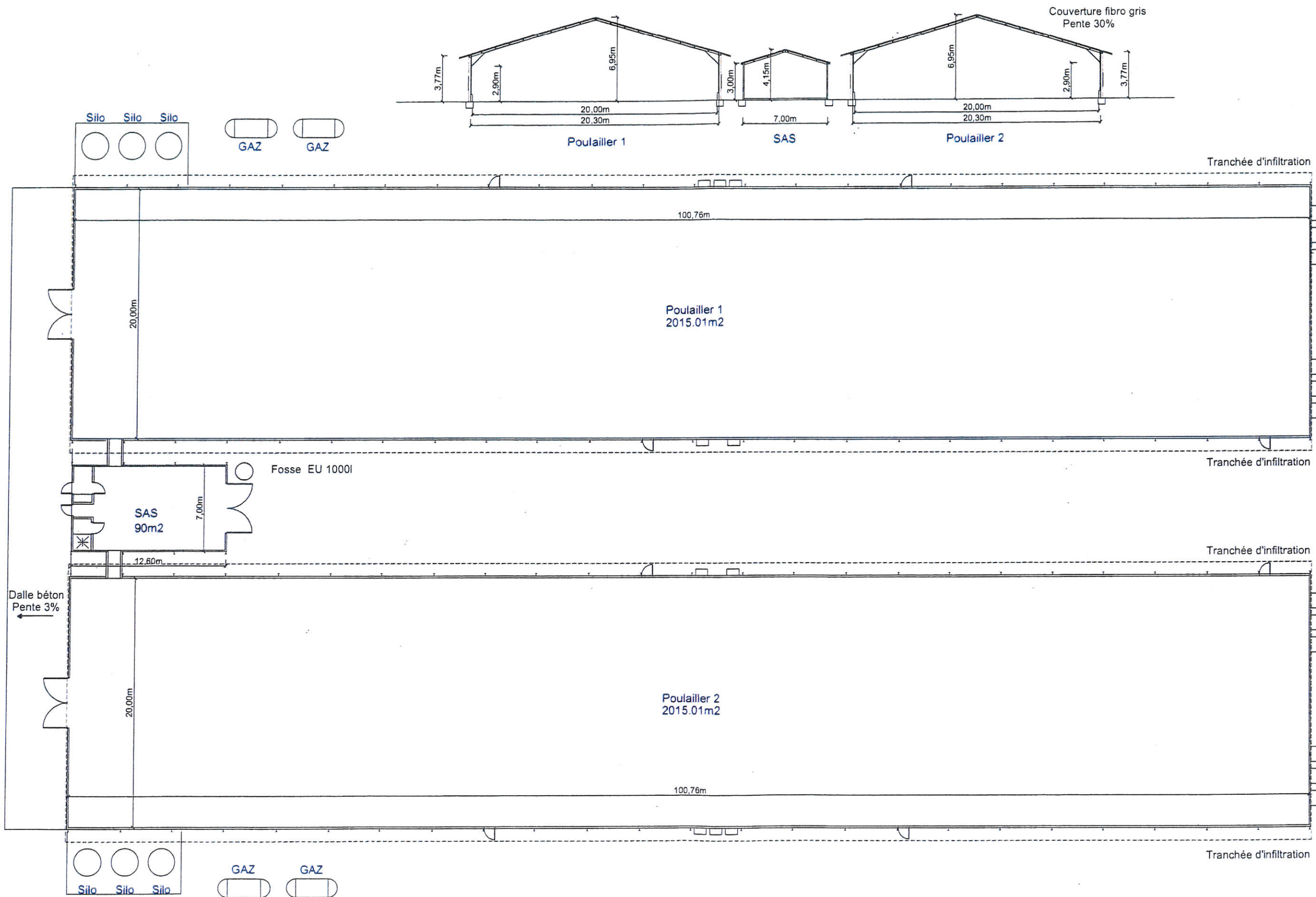
Photographies

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	02/12/2020		20/6224	PC7 PC8

4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulailleurs , 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET



Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

[Signature]

mp

agence d'architecture

AGENCE D'ARCHITECTURE
SARL MARCHAND PITOIS
Capital de 50 000 €
9 Avenue Georges Desnos
72400 LA FERTE BERNARD
02 43 71 03 51
contact@agencemp.fr / www.agencemp.fr
Siret 511 277 800 46 / RCS LA FERTE BERNARD 511 277 744 02 43 71 03 51 / OMR 31226

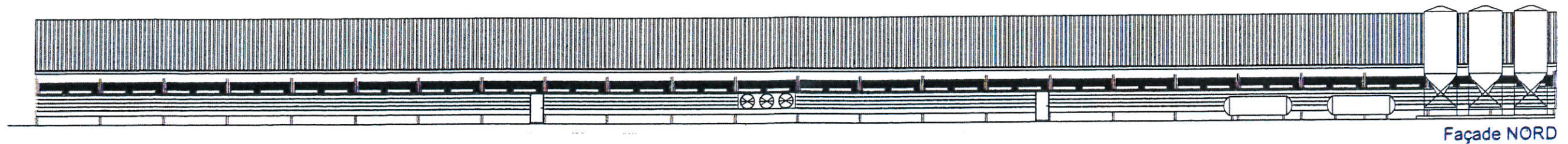
PLAN

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	02/12/2020	1/300	20/6224	PC1

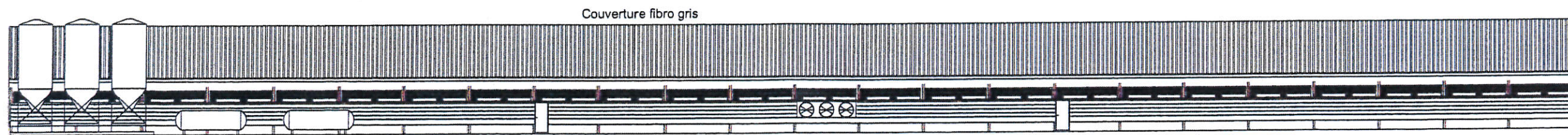
4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulaillers . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET

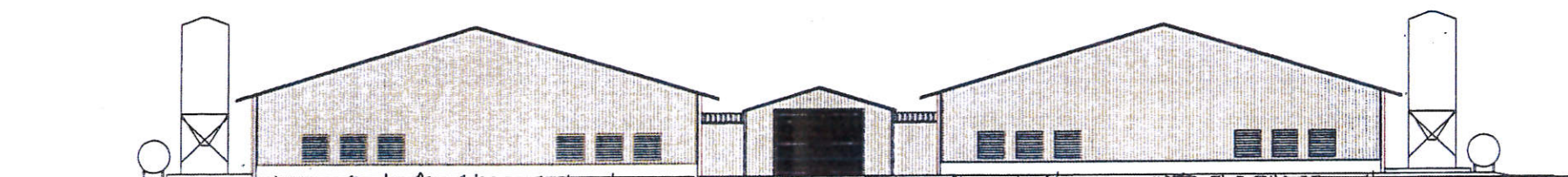


Façade NORD



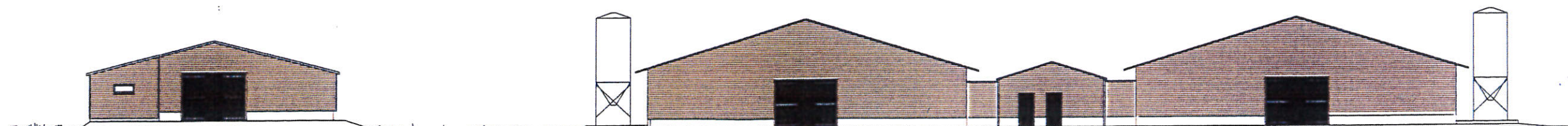
Façade SUD

Couverture fibro gris
Menuiseries pvc blanc
Bardage tôle gris beige RAL1019



Pignon EST

Panneaux sandwich gris beige RAL1019



Pignon OUEST

Modification de façade du poulailler existant
Bardage tôle aspect bois
Portes et finitions tôle brun lauze RAL7006

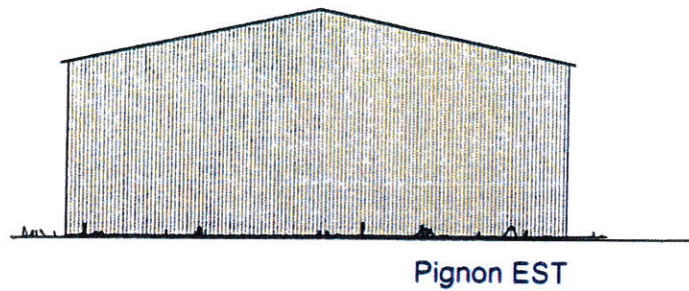
Bardage tôle aspect bois
Portes et finitions tôle brun lauze RAL7006

Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

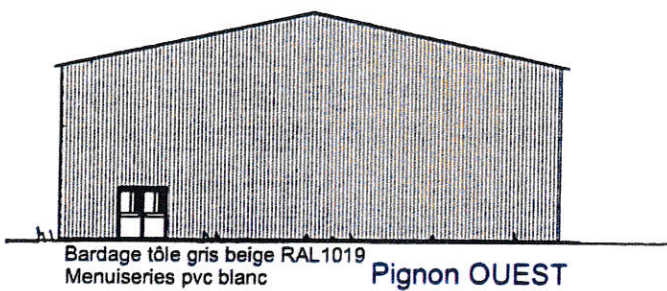
PLAN				
PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°
PC	02/12/2020	1/300	20/6224	PC1

4 BATIMENTS AGRICOLE
2 Poulailleurs . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG
"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET

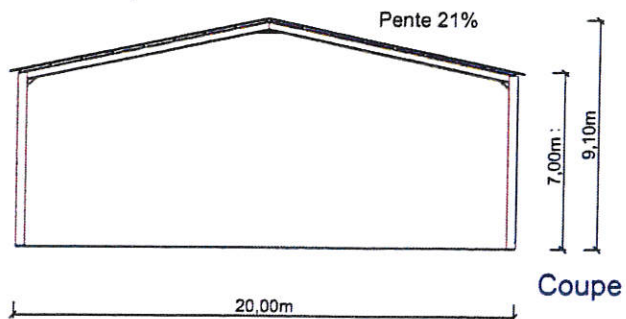


Pignon EST

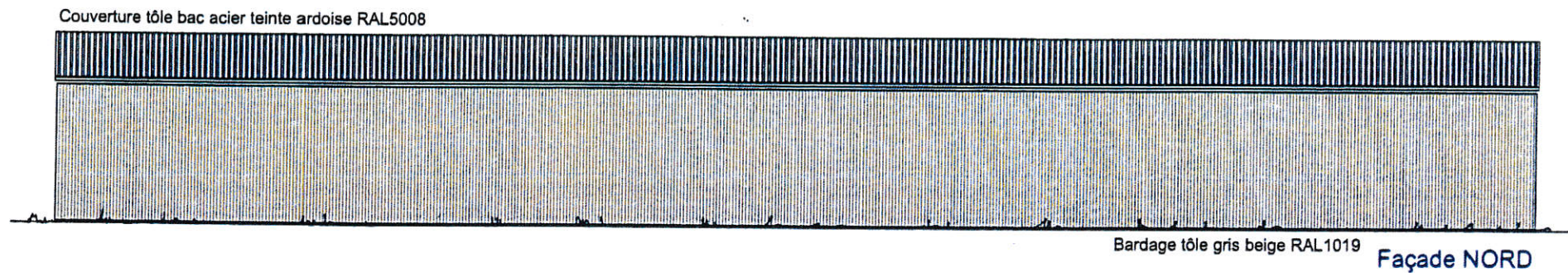


Bardage tôle gris beige RAL1019
Menuiseries pvc blanc

Pignon OUEST

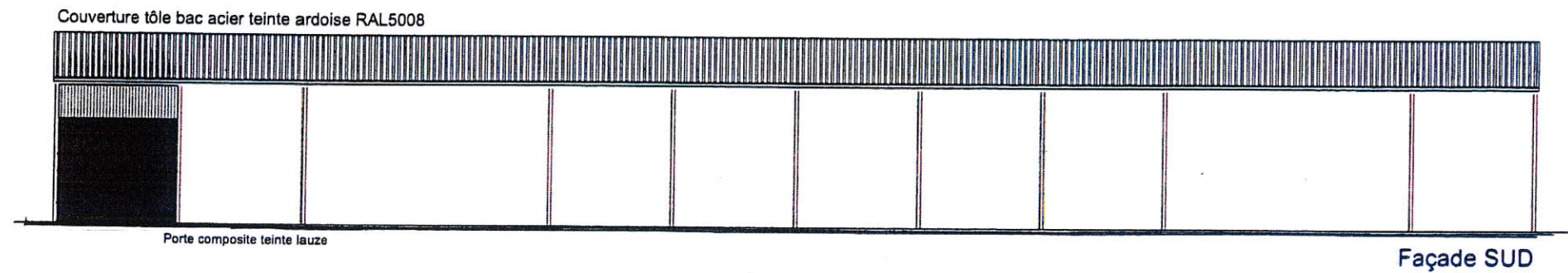


Coupe



Couverture tôle bac acier teinte ardoise RAL5008

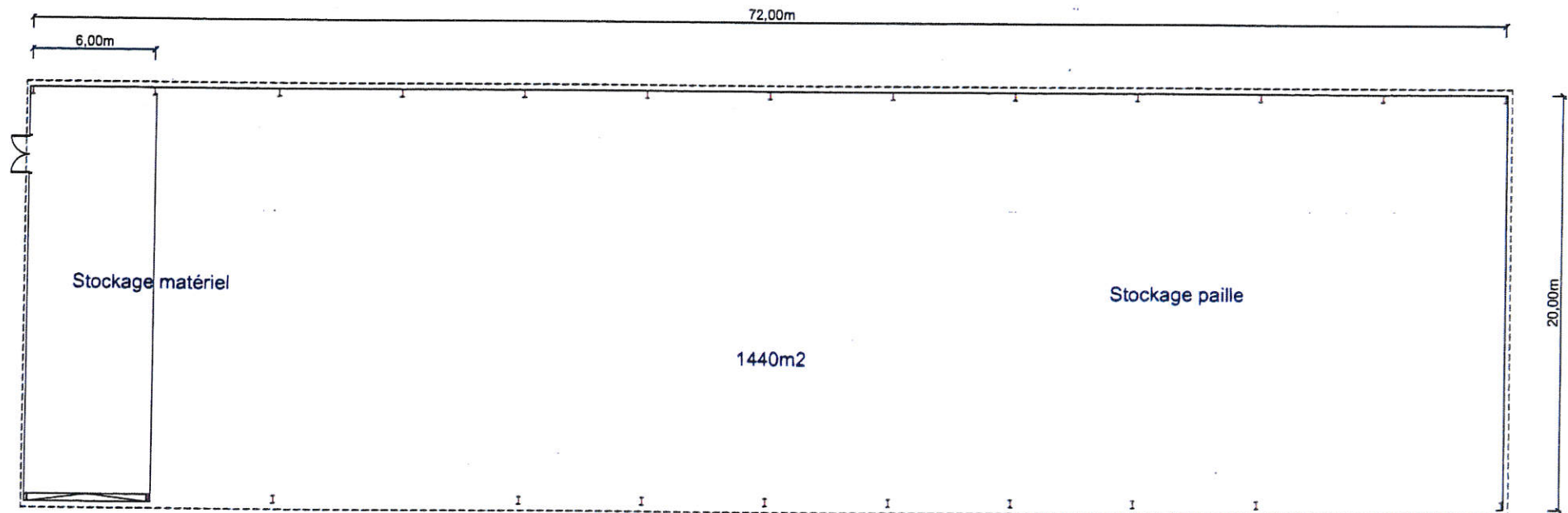
Bardage tôle gris beige RAL1019
Façade NORD



Couverture tôle bac acier teinte ardoise RAL5008

Porte composite teinte lauze

Façade SUD



Les plans et les notices qui accompagnent cette demande de permis de construire sont exclusivement destinés à l'obtention des autorisations administratives de construire. Les plans ne valent pas plans de conception et d'exécution.

[Signature]



agence d'architecture

AGENCE D'ARCHITECTURE
SARL MARCHAND PITOIS
Capital de 20 000 €
5 Avenue Georges Desnos
72400 LA FERTE BERNARD
02 43 71 03 51
contact@agencemp.fr | www.agencemp.fr
Siret 811 641 371 000 40 - RCS LA FERTE BERNARD 811 641 371 - TVA FR 44 811 641 371 - 044 371000

PLAN

PHASE	DATE	ECHELLE	AFFAIRE	PLAN N°.
PC	02/12/2020	1/300	20/6224	PC1

4 BATIMENTS AGRICOLE

2 Poulailleurs . 1 Hangar de stockage fourrage et matériel
1 Hangar station de compostage , local technique et équarrissage

CPDG

"La Cour aux Guillers"
28400 CHAMPROND EN PERCHET